

Éléments à piocher pour semaine de défense du service public d'éducation

Loin de combattre la désertification des zones rurales les politiques à l'oeuvre l'encouragent, l'alimentent. Comment redynamiser un territoire en le vidant des services de proximité. Tous les départements ruraux vivent la même chose, fermeture des services publics les uns après les autres : CAF, Poste, impôts, gare, disparation des médecins, recul des transports..

Lors du tour des écoles nous avons constaté que les collègues enseignant dans les écoles rurales vont subir les suppressions de postes comme une double peine :

-toujours l'isolement, l'éloignement des structures de soin et des RASED, manque de formation en présentiel

-effectifs plus importants(alors qu'ils vivaient les effectifs plus confortables comme une maigre compensation). En terme de conditions de travail, les conséquences de ces fermetures sont inévitablement : augmentation du temps de travail, plus de difficulté à faire classe car d'avantage de situations complexes à gérer .

Les mobilisations sont donc nécessaires et légitimes tous les ans pour ne pas voir la situation se dégrader de plus en plus et garder un nombre d'écoles qui tient compte de la ruralité du département mais aussi des effectifs qui nous permettent de continuer à enseigner.

Plus globalement, la concentration d'élèves dans de trop gros groupes n'est pas une solution surtout quand la question cruciale de la taille des classes est passée sous silence par l'administration. De nombreuses études françaises et internationales livrent des conclusions éclairantes pour notre école : la réduction de la taille de toutes les classes a plus d'effets dans le primaire. Un grand nombre de pays de l'OCDE ont intégré les résultats de cette étude dans leur politique scolaire. A contrario, la France reste un mauvais élève. En 2014, le ministère lui-même estimait à plus de 7700 les classes dépassant 30 élèves et à plus de 90 000 celles dépassant 25 élèves.

Avec la problématique de l'inclusion, la transition à marche forcée CLIS/ULIS, cette question est plus encore vivace.

Dans le Jura, notre enquête faite il y a deux ans sur les situations de classe ingérables a montré un nombre croissant de collègues impuissants et seuls en difficulté face à des élèves dits « compliqués ».

De même la floraison de multiples écoles Montessori ou autre aux effectifs restreints, l'augmentation de la scolarisation à domicile viennent se nourrir de la politique de l'autruche de l'administration sur la question des effectifs et des élèves ingérables.

N'oublions pas que 40 % des élèves en difficulté sont en REP ou REP+ ... cela veut dire que les 60 % sont ailleurs notamment en milieu rural ! Par ailleurs, le zonage REP exclut nos élèves des dispositifs compensatoires types effectifs limités et/ou CP ou CE1 dédoublés. L'administration reconnaît pourtant que certaines écoles du Jura concentrent de nombreux élèves en situations compliquées et en situation sociale précaire.

Le risque de perdre les postes de PdmQdC qui étaient les bouffées d'oxygène de ces écoles constitue une nouvelle attaque pour les territoires ruraux qui accumulent déjà de nombreux handicaps :

-manque de dynamisme économique qui génère de la misère sociale

- éloignement des structures d'aide, de soutien médico social, absence de médecine scolaire, étiolement des services publics...

Les chiffres

- Perte 569 élèves à la rentrée 2017 et encore - 410 élèves à la rentrée 2018 et encore 350 à la rentrée 2019
- Dotation académique + 0
- Dotation départementale - 13
- Pour info : Doubs +27, Haute-Saone -12, Belfort -2

Avec les ouvertures possibles, il pourrait y avoir au moins une trentaine de fermetures.

Réduction des dépenses de l'état

Macron projette de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires

70 000 Fonction Publique d'Etat

50 000 Fonction Publique Territoriale

Alors quels les mobilisations récentes témoignent d'un déclassement territorial et le contestent (disparition des services publics de proximité, (tribunaux, hôpitaux, école, bureau de poste, gare...)

La logique ne change pas.

Dans l'éducation

Le ministre déclare que l'éducation est une priorité, que l'état dépense beaucoup pour l'éducation Mais les données de comparaison internationales prouvent le contraire.

Pour la rentrée 2019 :

Création de 2325 postes

Mais 13 académies ne se voient attribuer aucun poste, donc les besoins devront être financés par des redéploiements internes comme pour l'académie de Besançon.

En fait le ministère crée 2135 postes

- Il gage 150 postes pour le plan autisme
- Il faudra 4000 postes pour les dédoublements de CP et CE1 en REP et REP +
- Des postes pour le plan Vilani (Maths)
- Dispositif de Chargé de missions au pilotage pédagogique (5 pour l'académie)

Et pour finir, n'oublions pas que :

4 milliards d'ISF = 28254 postes d'enseignants du 1^{er} degré !!